



Conseil économique et social

Distr. générale
27 janvier 2012
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Vingt et unième session

Vienne, 23-27 avril 2012

Ordre du jour provisoire et annotations

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique:
 - a) Travaux du groupe de travail chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime;
 - b) Directives sur les questions politiques et budgétaires à l'intention du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.
4. Débat thématique sur la violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille.
5. Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale:
 - a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant;
 - b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption;
 - c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme;
 - d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale;



- e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et d'autres instances.
- 6. Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale.
- 7. Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.
- 8. Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale.
- 9. Ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de la Commission.
- 10. Autres questions.
- 11. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa vingt et unième session.

Annotations

1. Élection du Bureau

Dans sa résolution 2003/31, intitulée "Fonctionnement de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale", le Conseil économique et social a décidé qu'à compter de 2004, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale devrait, à la fin de chaque session, élire son Bureau pour la session suivante et l'encourager à jouer un rôle actif dans la préparation de la session ordinaire ainsi que des réunions intersessions informelles de la Commission, de façon à permettre à celle-ci de donner des orientations stratégiques continues et efficaces au programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale; il a également décidé que la Présidence de la Commission devrait, chaque fois que cela est approprié, inviter les présidents des cinq groupes régionaux, le Président du Groupe des 77 et la Chine ainsi que l'observateur ou le représentant de l'État occupant la Présidence de l'Union européenne à participer aux réunions du Bureau.

Conformément à la résolution 2003/31 du Conseil économique et social et à l'article 15 du Règlement intérieur des commissions techniques de ce dernier, la Commission, à l'issue de la reprise de sa vingtième session, le 13 décembre 2011, a ouvert sa vingt et unième session à la seule fin d'élire son Bureau pour cette session. Compte tenu de la rotation des fonctions selon le principe de la répartition régionale, les membres du Bureau élus pour la vingt et unième session de la Commission et leurs groupes régionaux respectifs sont les suivants.

Les États d'Amérique latine et des Caraïbes n'ont présenté leur candidat au poste de troisième Vice-Président, Freddy Padilla de León (Colombie), qu'en janvier 2012. La Commission devrait élire son troisième Vice-Président lors de l'examen du point 1 du présent ordre du jour provisoire.

<i>Fonction</i>	<i>Groupe régional</i>	<i>Membre</i>
<i>Présidente</i>	États d'Asie et du Pacifique	Bajrakitiyabha Mahidol (Thaïlande)
<i>Premier Vice-Président</i>	États d'Afrique	Xolisa Mfundiso Mabhongo (Afrique du Sud)
<i>Deuxième Vice-Président</i>	États d'Europe orientale	Vasyl Pokotylo (Ukraine)
<i>Troisième Vice-Président</i>	États d'Amérique latine et des Caraïbes	[pas encore élu]
<i>Rapporteur</i>	États d'Europe occidentale et autres États	Martin Krämer (Autriche)

Un groupe composé des présidents des cinq groupes régionaux, du Président du Groupe des 77 et la Chine ainsi que de l'observateur ou du représentant de l'État occupant la Présidence de l'Union européenne a été créé afin d'aider la Présidente de la Commission et de participer aux réunions du Bureau, comme le prévoit la résolution 2003/31 du Conseil économique et social.

2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

L'article 7 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social dispose que la Commission, au début de chaque session, arrête l'ordre du jour de la session en se fondant sur l'ordre du jour provisoire.

Dans sa décision 2011/257, le Conseil économique et social a pris note du rapport de la Commission sur les travaux de sa vingtième session et a approuvé l'ordre du jour provisoire et la documentation de la vingt et unième session de la Commission.

Après avoir adopté l'ordre du jour, la Commission voudra peut-être fixer un calendrier et décider de l'organisation des travaux de sa vingt et unième session. Une proposition d'organisation des travaux figure en annexe au présent document.

Comme convenu par le Bureau élargi de la Commission à sa réunion du 16 septembre 2011 et par la Commission à sa réunion intersessions du 8 novembre 2011, la vingt et unième session de la Commission se tiendra du 23 au 27 avril 2012, et sera précédée de consultations informelles le 20 avril 2012, le jour ouvrable précédant le premier jour de la session.

Les projets de résolutions devraient être soumis le plus tôt possible pour permettre des débats fructueux lors des consultations préalables. Les projets de résolutions devant être examinés à la vingt et unième session de la Commission doivent être présentés au plus tard le vendredi 23 mars 2012 à midi, conformément à la décision 2011/257 du Conseil, ainsi que l'a rappelé le Bureau élargi à sa réunion du 16 septembre 2011 et la Commission à sa réunion intersessions du 8 novembre 2011 et à la reprise de sa vingtième session. Les projets de résolutions devraient être accompagnés d'informations telles que le champ d'application prévu, le calendrier proposé pour la mise en œuvre, les ressources disponibles et d'autres renseignements pertinents.

Comme l'a noté la Commission à la reprise de sa vingtième session, le 13 décembre 2011, un atelier organisé par le réseau du programme des Nations Unies pour la

prévention du crime et la justice pénale se tiendra l'après-midi du premier jour de la vingt et unième session, comme les précédentes années, sous la présidence d'un membre du Bureau, avant que le Comité plénier n'examine les projets de résolutions. L'atelier portera essentiellement sur la mise en œuvre de la Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation, ainsi que sur la contribution et l'appui que les membres du réseau du programme pour la prévention du crime et la justice pénale pourraient offrir aux États Membres dans ce domaine de travail.

Documentation

Ordre du jour provisoire et annotations (E/CN.15/2012/1)

3. Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique

- a) Travaux du groupe de travail chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime**
- b) Directives sur les questions politiques et budgétaires à l'intention du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale**

Pour l'examen de ce point, la Commission sera saisie du rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) (E/CN.7/2012/3 -E/CN.15/2012/3), qui donne un aperçu des activités menées en 2011 par l'UNODC dans le cadre de ses programmes régionaux et thématiques, notamment dans les domaines suivants: lutte contre la drogue, la lutte contre la criminalité transnationale organisée, la corruption et le terrorisme, justice pénale ainsi que recherche, analyse des tendances et appui scientifique et criminalistique. Le rapport comporte également des informations sur la suite donnée à la résolution 2011/34 du Conseil économique et social, intitulée "Appui à la définition et à la mise en œuvre d'une approche intégrée de l'élaboration de programmes à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime". Dans cette résolution, le Conseil a prié l'UNODC de continuer d'accorder un rang de priorité élevé et un appui à la mise en œuvre de l'approche intégrée des programmes régionaux et thématiques, notamment d'informer le groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière des progrès réalisés.

Conformément à sa résolution 20/1, la Commission sera saisie d'une note du Secrétariat sur l'application des résolutions et décisions relatives à la prévention du crime et à la justice pénale adoptées au cours de la période 2008-2011 et appelant des mesures de l'UNODC (E/CN.15/2012/2).

Dans sa décision 2011/258, intitulée "Amélioration de la gouvernance et de la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime: prorogation du mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime", le Conseil économique et social a réaffirmé le rôle de la Commission en tant qu'organe directeur des Nations Unies pour les questions ayant trait à la prévention du crime et à la justice pénale et en tant qu'organe directeur du programme de lutte contre le crime de l'UNODC. Il a également rappelé la résolution 18/3 de la Commission pour la

prévention du crime et la justice pénale, intitulée “Améliorer la gouvernance et la situation financière de l’Office des Nations Unies contre la drogue et le crime” et décidé de renouveler le mandat du groupe de travail jusqu’à la partie de la session que la Commission doit tenir au premier semestre de 2013, où elle procédera à un examen approfondi du fonctionnement du groupe de travail et envisagera la prorogation de son mandat. Le mandat du groupe de travail figure dans la résolution 18/3 susmentionnée.

À sa réunion intersessions du 8 novembre 2011, la Commission a entériné les candidatures de Taous Feroukhi (Algérie) et d’Ignacio Baylina Ruiz (Espagne) aux postes de coprésident du groupe de travail chargé d’améliorer la gouvernance et la situation financière de l’UNODC. À sa vingt et unième session, la Commission sera saisie d’une note du Secrétariat sur les travaux du groupe de travail (E/CN.7/2012/12-E/CN.15/2012/12).

À la reprise de sa vingtième session, la Commission a adopté la résolution 20/8, intitulée “Budget du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pour l’exercice biennal 2012-2013”, dans laquelle elle a approuvé l’utilisation des fonds à des fins générales qui est envisagée pour l’exercice biennal 2012-2013 et a entériné les prévisions relatives aux fonds d’appui aux programmes et aux fonds à des fins spéciales du Fonds des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale pour les exercices biennaux 2010-2011 et 2012-2013. Elle a également examiné le rapport du Directeur exécutif sur le budget consolidé de l’UNODC pour l’exercice biennal 2012-2013 (E/CN.7/2011/16-E/CN.15/2011/22). De plus, elle a examiné et pris en compte les vues exprimées à ce sujet par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (E/CN.7/2011/17-E/CN.15/2011/23).

Comme dans le budget consolidé pour l’exercice biennal 2010-2011, les réalisations escomptées et les indicateurs de succès présentés dans le budget consolidé pour l’exercice 2012-2013 ont été harmonisés avec les sous-programmes du programme 13 du cadre stratégique pour la période 2012-2013 (A/65/6/Rev.1) et avec le projet de budget-programme pour l’exercice biennal 2012-2013 (A/66/6 (Sect.16)), compte tenu également des réalisations escomptées dans le projet de stratégie actualisée de l’UNODC pour la période 2012-2015.

La stratégie de l’UNODC pour la période 2012-2015 a également présidé à l’élaboration du projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 en ce qui concerne le contrôle international des drogues, la prévention du crime et du terrorisme, ainsi que la justice pénale. La Commission sera saisie pour examen d’une note du Secrétaire général (E/CN.7/2012/6-E/CN.15/2012/6) transmettant le projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 (à paraître sous la cote A/67/6 (Prog. 13)), comprenant un projet de plan-cadre (premier volet) et un projet de plan-programme biennal (deuxième volet). La Commission est invitée à examiner le projet de plan-programme biennal pour le contrôle international des drogues, la prévention du crime et du terrorisme, ainsi que la justice pénale, et à faire part de ses observations au Secrétaire général. Le projet de plan-programme biennal, modifié selon qu’il conviendra, sera soumis au Comité du programme et de la coordination à sa cinquante-deuxième session. Les recommandations du Comité seront transmises à l’Assemblée générale à sa soixante-septième session, où elle examinera le cadre stratégique proposé par le Secrétaire général pour l’exercice

biennal 2014-2015. La Commission sera saisie d'une note du Secrétaire général transmettant le projet de cadre stratégique pour l'exercice biennal 2014-2015.

Conformément à la résolution 1989/56 du Conseil économique et social, le Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, sous l'égide de la Commission (qui a succédé au Comité pour la prévention du crime et la lutte contre la délinquance conformément à la résolution 1992/1 du Conseil), entreprend les activités voulues et, notamment, définit les principes, politiques et directives régissant les activités de l'Institut et rend compte périodiquement au Conseil par l'intermédiaire de la Commission. Une note du Secrétaire général transmettant le rapport du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice sera présentée à la Commission (E/CN.15/2012/4).

Documentation

Note du Secrétariat sur l'application des résolutions et décisions relatives à la prévention du crime et à la justice pénale adoptées au cours de la période 2008-2011 et appelant des mesures de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.15/2012/2)

Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2012/3-E/CN.15/2012/3)

Note du Secrétaire général transmettant le rapport du Conseil de direction de l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (E/CN.15/2012/4)

Note du Secrétaire général transmettant le projet de cadre stratégique pour la période 2014-2015 (E/CN.7/2012/6-E/CN.15/2012/6)

Note du Secrétariat sur les travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2012/12-E/CN.15/2012/12)

4. Débat thématique sur la violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille

Conformément aux décisions 2010/243 et 2011/257 du Conseil économique et social, le thème principal de la vingt et unième session de la Commission est la "Violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille".

À sa réunion intersessions du 8 novembre 2011, la Commission est convenue que les noms des participants au débat thématique devraient être communiqués par l'intermédiaire des présidents des groupes régionaux le 23 février 2012 au plus tard, conformément à sa décision 18/1.

À la reprise de sa vingtième session, la Commission a pris note des thèmes subsidiaires suivants en vue du débat thématique de la vingt et unième session, sur recommandation du Bureau élargi:

- a) Séance du matin □ thèmes subsidiaires liés à la prévention du problème:
- i) Victimisation et exploitation des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille, cas dans lesquels elles se produisent et meilleures pratiques pour remédier aux vulnérabilités de ces personnes, compte tenu des besoins spéciaux des femmes et des enfants migrants;
 - ii) Amélioration de la collecte et de la communication des données sur la criminalité et la victimisation afin de mieux comprendre les tendances, les formes, les causes et les conséquences de la violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille;
 - iii) Stratégies, mesures, mécanismes et outils de prévention du crime, notamment sensibilisation à la violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille et rôle de la coordination entre les services de détection et de répression, les agences de recrutement, les services d'immigration et les autorités consulaires, les services de santé, les organismes sociaux et la société civile;
- b) Séance de l'après-midi □ thèmes subsidiaires liés aux réponses envisageables:
- i) Mise en œuvre de stratégies législatives, notamment en matière de droit pénal, et de stratégies opérationnelles, notamment en matière de détection et de répression, visant à prévenir et combattre la xénophobie, le racisme et les autres formes analogues d'intolérance et de violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille, y compris des migrants sans papiers;
 - ii) Mesures visant à assister et protéger les migrants, les travailleurs migrants et leur famille, notamment promotion et protection de leurs droits indépendamment de leur statut migratoire;
 - iii) Coopération internationale, extradition et entraide judiciaire, notamment l'assistance juridique dans les affaires concernant des travailleurs migrants.

Documentation

Note du Secrétariat contenant le guide de discussion pour le débat thématique sur la violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille (E/CN.15/2012/5)

5. Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale

a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant

Dans sa résolution 66/181, intitulée "Renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout en ce qui concerne ses capacités de coopération technique", l'Assemblée générale a exhorté les États Membres ne l'ayant pas encore fait à envisager de ratifier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant,

ou d'y adhérer. Elle a salué les progrès accomplis dans l'exercice de son mandat par la Conférence des Parties à la Convention, a engagé les États parties à continuer d'apporter leur plein appui à la Conférence, notamment en lui communiquant des renseignements sur le respect de la Convention, et a prié le Secrétaire général de continuer de fournir à l'UNODC les ressources dont il avait besoin pour promouvoir efficacement la mise en œuvre de la Convention et pour assurer le secrétariat de la Conférence.

La Conférence des Parties à la Convention a tenu sa cinquième session à Vienne, du 18 au 22 octobre 2010, et a décidé de tenir sa sixième session du 15 au 19 octobre 2012.

Dans sa résolution 66/181, l'Assemblée générale a invité les États parties à la Convention et les États signataires à aider le groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée, créé par la Conférence des Parties à la Convention à sa cinquième session, à élaborer un ou plusieurs mécanismes d'examen de l'application de la Convention et des Protocoles s'y rapportant, et a dit attendre avec intérêt l'adoption éventuelle des termes de référence de ce(s) mécanisme(s) d'examen à la sixième session de la Conférence des Parties.

Dans sa résolution 20/3, la Commission a exhorté les États Membres et a invité la Conférence des Parties et les autres organismes et institutions des Nations Unies à contribuer à la mise en œuvre complète et efficace du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes. Elle a prié l'UNODC d'établir, à partir de 2012, en étroite coopération et collaboration avec les États Membres, des rapports biennaux qui décrivent à tous les niveaux, de manière fiable et exhaustive, les tendances, les formes et les flux de la traite des personnes, en présentant de manière équilibrée les aspects relatifs à l'offre et à la demande, le but étant, notamment, d'améliorer la mise en œuvre du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et partager les meilleures pratiques et les enseignements tirés des divers dispositifs et initiatives. La Commission sera saisie pour examen d'un rapport sur l'application de la résolution 20/3 (E/CN.15/2012/7).

b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

Dans sa résolution 66/181, l'Assemblée générale a exhorté les États Membres qui ne l'avaient pas encore fait à envisager de ratifier la Convention des Nations Unies contre la corruption, ou d'y adhérer. Elle a salué les progrès accomplis dans l'exercice de son mandat par la Conférence des États parties à la Convention, a engagé les États parties à continuer d'apporter leur plein appui à la Conférence, notamment en lui communiquant des renseignements sur le respect de la Convention, et a prié le Secrétaire général de continuer de fournir à l'UNODC les ressources dont il avait besoin pour promouvoir efficacement la mise en œuvre de la Convention et pour assurer le secrétariat de la Conférence.

Dans la même résolution, l'Assemblée générale a pris note avec satisfaction de la création et du bon fonctionnement du mécanisme d'examen de l'application de la Convention et a encouragé les États parties à la Convention et les signataires à apporter tout l'appui nécessaire au mécanisme d'examen adopté par la Conférence

des États parties. Elle s'est félicitée de la conclusion de la quatrième session de la Conférence tenue à Marrakech (Maroc) du 24 au 28 octobre 2011, et des résolutions adoptées à cette session, dont la résolution 4/3 intitulée "Déclaration de Marrakech en faveur de la prévention de la corruption". La cinquième session de la Conférence se tiendra au Panama en 2013.

c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme

L'Assemblée générale, dans sa résolution 66/178, intitulée "Assistance technique à apporter en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme", a demandé instamment aux États Membres qui ne l'avaient pas encore fait d'envisager de devenir parties aux conventions et protocoles internationaux existants relatifs au terrorisme, et a prié l'UNODC, en coordination étroite avec les entités compétentes de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme, de continuer à fournir aux États Membres une assistance technique aux fins de la ratification de ces instruments juridiques internationaux et de leur incorporation dans la législation nationale, notamment par des programmes ciblés et la formation d'agents des systèmes de justice pénale, sur demande, le développement d'initiatives pertinentes et la participation à celles-ci, et l'élaboration d'outils techniques et de publications. Elle a encouragé les États Membres à coopérer et à tenir compte, le cas échéant, y compris par la mise en commun effective d'informations et de données d'expérience, des liens entre le terrorisme et les activités criminelles connexes afin de renforcer la répression pénale du terrorisme, et a demandé à l'UNODC d'appuyer à cet égard, dans le cadre de ses mandats pertinents, les efforts des États Membres qui en font la demande.

Dans sa résolution 66/181, l'Assemblée a prié à nouveau l'UNODC d'intensifier l'assistance technique qu'il fournit aux États Membres qui en font la demande, et de renforcer la coopération internationale en matière de prévention et de répression du terrorisme.

Dans sa résolution 66/105, intitulée "Mesures visant à éliminer le terrorisme international", elle a demandé au Service de la prévention du terrorisme de l'UNODC de s'employer encore à renforcer, par l'exercice de ses attributions, les capacités du système des Nations Unies en matière de prévention du terrorisme et a apprécié, dans le contexte de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, le rôle qu'il joue s'agissant d'aider les États à devenir parties aux conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme et à les appliquer, et de renforcer les mécanismes de coopération internationale en matière pénale ayant trait au terrorisme, notamment en développant les capacités nationales.

Dans sa résolution 66/171, intitulée "Protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste", elle a prié instamment les organes et entités des Nations Unies et les organisations internationales, régionales et sous-régionales, y compris l'UNODC dans le cadre de son mandat lié à la prévention et à la répression du terrorisme, de redoubler d'efforts pour fournir aux États Membres qui en font la demande une assistance technique destinée à renforcer leurs capacités dans le domaine de l'élaboration et de l'application de programmes d'aide et de soutien aux victimes du terrorisme, conformément à la législation nationale applicable.

d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale

La Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général sur le renforcement des mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale visant à combattre la violence à l'égard des femmes (E/CN.15/2012/13), conformément à la résolution 65/228 de l'Assemblée générale. Dans cette résolution, l'Assemblée a demandé à l'UNODC de soutenir les mesures prises à l'échelon national pour favoriser l'autonomisation des femmes et l'égalité des sexes et de renforcer ainsi l'action menée à ce niveau pour éliminer la violence à l'égard des femmes; elle l'a également prié de redoubler d'efforts pour faire en sorte que les Stratégies et mesures concrètes types actualisées relatives à l'élimination de la violence contre les femmes dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale soient utilisées et diffusées le plus largement possible.

La Commission, dans sa résolution 19/5, a prié l'UNODC de continuer d'appuyer la coopération internationale en criminalistique, de promouvoir et de faciliter la mise en place et/ou le maintien d'associations ou de réseaux régionaux de criminalistique et, à cette fin, d'étudier plus avant les domaines de synergie entre ses activités traditionnelles de soutien aux laboratoires d'analyse de drogue et les instituts de criminalistique d'une manière plus générale. Le rapport du Directeur exécutif sur la coopération internationale en criminalistique sera présenté à la Commission (E/CN.15/2012/14).

La Commission sera saisie d'une note verbale transmettant le rapport du quatrième Sommet mondial des magistrats et chefs de parquet et des ministres de la justice (E/CN.15/2012/8), accueilli par le Gouvernement de la République de Corée du 29 juin au 2 juillet 2011, conformément à la résolution 19/3 de la Commission.

e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et d'autres instances

La Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général sur les activités des instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2012/11).

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes (E/CN.15/2012/7)

Note verbale transmettant le rapport du quatrième Sommet mondial des magistrats et chefs de parquet et des ministres de la justice (E/CN.15/2012/8)

Rapport du Secrétaire général sur la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée et la corruption (E/CN.15/2012/9)

Rapport du Secrétaire général sur l'assistance en vue de l'application des conventions et protocoles internationaux relatifs au terrorisme (E/CN.15/2012/10)

Rapport du Secrétaire général sur les activités des instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2012/11)

Rapport du Secrétaire général sur le renforcement des mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale visant à combattre la violence à l'égard des femmes (E/CN.15/2012/13)

Rapport du Directeur exécutif sur la coopération internationale en criminalistique (E/CN.15/2012/14)

6. Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale

La compréhension et la connaissance des tendances de la criminalité et des indicateurs de la justice pénale contribuent à la formulation d'une politique efficace, à l'apport d'une réponse opérationnelle et à l'évaluation de l'impact des mesures prises dans le domaine de la prévention du crime. Des activités régulières de collecte de données au niveau international sur les tendances de la criminalité et la justice pénale et l'analyse de ces données ont été demandées par l'Assemblée générale dans sa résolution 46/152 et par le Conseil économique et social dans ses résolutions 1984/48, 1990/18, 1996/11 et 1997/27. Dans ses résolutions 64/179, 65/232 et 66/181, l'Assemblée a prié l'UNODC d'améliorer la collecte, l'analyse et la diffusion de données et d'informations exactes, fiables et comparables pour mieux cerner les tendances de la criminalité. Les données ainsi recueillies, avec des informations complémentaires, fournissent des éléments qui aident à déterminer les tendances, à analyser les changements à court et à long terme et à évaluer l'ampleur du problème de la criminalité.

La Commission sera saisie pour examen d'une note du Secrétariat sur les tendances de la criminalité dans le monde et les nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2012/19).

Dans sa résolution 2009/22, intitulée "Coopération internationale en matière de prévention, d'enquêtes, de poursuites et de sanctions concernant la fraude économique et la criminalité liée à l'identité", le Conseil économique et social a prié l'UNODC de collecter, d'élaborer et de diffuser des documents et des lignes directrices pour aider les États Membres à prévenir et combattre la fraude économique et la criminalité liée à l'identité, et de continuer à promouvoir un échange de vues entre les entités des secteurs public et privé sur ces questions, par la poursuite des travaux du groupe restreint d'experts sur la criminalité liée à l'identité, et de faire régulièrement rapport à la Commission sur les résultats de ses travaux. Aucune réunion du groupe restreint d'experts sur la criminalité liée à l'identité n'a été tenue en 2011.

Dans sa résolution 66/181, l'Assemblée générale a pris note avec satisfaction de la création d'un groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé de réaliser une étude approfondie sur le phénomène de la cybercriminalité et les mesures prises par les États Membres, la communauté internationale et le secteur privé. Il est prévu que les deuxième et troisième réunions du groupe d'experts se tiendront en juillet et décembre 2012.

Dans la même résolution, l'Assemblée générale a exhorté les États parties à se servir de la Convention comme support d'une large coopération visant à prévenir et à réprimer les infractions pénales visant des biens culturels, en particulier à restituer le produit du crime ou les biens à leurs propriétaires légitimes, en application du paragraphe 2 de l'article 14 de la Convention, et les a invités à échanger des

informations sur tous les aspects des infractions pénales visant des biens culturels, conformément à leur droit national, et à coordonner les mesures administratives et autres mesures prises, comme il convient, pour prévenir et mettre au jour au plus tôt ces infractions et en punir les auteurs.

Conformément à la résolution 2010/19 du Conseil économique et social, la Commission sera saisie du rapport du Secrétaire général sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à protéger les biens culturels, en particulier eu égard à leur trafic (E/CN.15/2012/15).

Dans sa résolution 19/1, la Commission a demandé à l'UNODC d'identifier les domaines prioritaires en matière de partenariat public-privé, de faire participer le secteur privé à ses activités de lutte contre la criminalité sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, et d'informer régulièrement les États Membres des relations qu'il a établies avec le secteur privé et des processus et résultats qui y sont liés. La Commission sera saisie pour examen d'un rapport du Secrétaire général sur la suite donnée à la résolution (E/CN.15/2012/16).

Dans sa résolution 18/2, la Commission a décidé de créer un groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée, composé d'experts des milieux universitaires et du secteur privé, en vue d'examiner le rôle des services de sécurité privée civile et leur contribution à la prévention du crime et à la sécurité de la collectivité, et d'étudier, notamment, les questions touchant à la surveillance de ces services par les autorités publiques compétentes. Une réunion du Groupe d'experts sur les services de sécurité privée civile s'est tenue à Vienne du 12 au 14 octobre 2011. La Commission sera saisie d'une note du Secrétariat (E/CN.15/2012/20) attirant son attention sur le rapport de la réunion du Groupe d'experts.

Documentation

Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2012/3-E/CN.15/2012/3)

Rapport du Secrétaire général sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à protéger les biens culturels, en particulier eu égard à leur trafic (E/CN.15/2012/15)

Rapport du Secrétaire général sur le renforcement des partenariats public-privé pour lutter contre la criminalité sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations (E/CN.15/2012/16)

Note du Secrétariat sur les tendances de la criminalité dans le monde et les nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2012/19)

Note du Secrétariat sur les services de sécurité privée civile: leur rôle, leur surveillance et leur contribution à la prévention du crime et à la sécurité de la collectivité (E/CN.15/2012/20)

7. Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

Dans sa résolution 66/179, l'Assemblée générale a invité les États Membres à présenter des suggestions concernant le thème général, les points de l'ordre du jour et les sujets des ateliers du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, et a prié la Commission d'approuver à sa vingt et unième session le thème général, les points de l'ordre du jour et les sujets des ateliers.

La Commission pourra s'appuyer à cet effet sur les recommandations formulées par le Groupe intergouvernemental d'experts sur les enseignements tirés des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale à sa réunion tenue à Bangkok du 15 au 18 août 2006 (voir E/CN.15/2007/6), entérinées par l'Assemblée générale dans sa résolution 62/173. La Commission sera saisie d'un rapport portant sur les suggestions des États Membres concernant le thème général, les points de l'ordre du jour et les sujets des ateliers (E/CN.15/2012/21).

Documentation

Rapport du Secrétaire général sur la suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et les préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (E/CN.15/2012/21)

8. Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale

Dans la section VII de sa résolution 1992/22, le Conseil économique et social a décidé que la Commission devrait inscrire de façon permanente à son ordre du jour une question concernant les règles et normes des Nations Unies existant dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, y compris leur utilisation et application.

Dans sa résolution 2003/30, le Conseil a décidé de regrouper ces règles et normes des Nations Unies sous différentes catégories afin de cibler la collecte de l'information, et a prié l'UNODC, en collaboration avec les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, d'apporter son concours aux États Membres qui requièrent une assistance concernant l'utilisation et l'application de ces règles et normes.

Au paragraphe 4 de la Déclaration de Salvador, la Commission a été invitée à envisager de revoir les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale et, si nécessaire, de les actualiser et de les compléter, et il a été recommandé que les efforts nécessaires soient faits pour en promouvoir la plus large application possible.

Dans sa résolution 66/181, intitulée "Renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, surtout en ce qui concerne ses capacités de coopération technique", l'Assemblée générale a engagé les États Membres à prendre les mesures voulues, en fonction de leur situation nationale, pour que soient diffusées et appliquées les règles et normes des Nations Unies en

matière de prévention du crime et de justice pénale, et notamment à étudier et, s'ils l'estimaient nécessaire, à diffuser les manuels et guides mis au point et publiés par l'UNODC.

Dans sa résolution 65/230, l'Assemblée générale a prié la Commission de créer, conformément au paragraphe 49 de la Déclaration de Salvador, un groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée chargé d'échanger des informations sur les meilleures pratiques ainsi que sur les législations nationales et le droit international existant, et de réviser l'ensemble existant des règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus, afin qu'elles tiennent compte des progrès récents de la science pénitentiaire et des meilleures pratiques en la matière, en vue de faire des recommandations à la Commission sur les mesures qui pourraient être prises ensuite. Le Groupe d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus s'est réuni à Vienne du 31 janvier au 2 février 2012. La Commission sera saisie pour examen d'un rapport sur les travaux du Groupe d'experts (E/CN.15/2012/18).

Conformément à la résolution 2007/24 du Conseil économique et social, une réunion d'experts sur le renforcement de l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale s'est tenue du 16 au 18 novembre 2011 à Vienne. Le rapport de cette réunion sera présenté à la Commission pour examen (E/CN.15/2012/17).

Documentation

Note du Secrétariat sur la réunion du groupe d'experts sur le renforcement de l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale (E/CN.15/2012/17)

Rapport du Secrétariat sur les travaux du Groupe d'experts sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus (E/CN.15/2012/18)

Rapport du Secrétaire général sur l'utilisation et l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale (E/CN.15/2012/22)

9. Ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de la Commission

Conformément à l'article 9 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, la Commission sera saisie de l'ordre du jour provisoire de sa vingt-deuxième session. En ce qui concerne la durée de la session et le dépôt des projets de résolutions, elle devrait passer en revue l'expérience acquise jusqu'à présent et est invitée à examiner son programme de travail eu égard à la durée de ses sessions ultérieures, ainsi que la pertinence de la pratique récente en matière de date limite pour le dépôt des projets de résolutions. Elle devrait également s'intéresser au choix des thèmes du débat thématique de ses sessions ultérieures et envisager de convenir de dispositions plus précises en ce qui concerne la durée de ses sessions à venir.

Dans sa décision 2010/243, le Conseil économique et social a décidé que le thème principal de la vingt-deuxième session de la Commission serait intitulé "Problème que posent les nouvelles formes de criminalité qui ont un impact important sur l'environnement et moyens de le traiter de manière efficace", compte tenu du paragraphe 14 de la Déclaration de Salvador. Il a également décidé que le thème

principal de la vingt-troisième session de la Commission serait la “Coopération internationale en matière pénale”, compte tenu du paragraphe 21 de la Déclaration de Salvador.

11. Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa vingt et unième session

La Commission doit en principe adopter le rapport sur les travaux de sa vingt et unième session le 27 avril 2012, dernier jour de la session.

Dans sa décision 2011/257, le Conseil économique et social a décidé que la Commission devrait s’attacher à réduire la longueur de ses rapports annuels, compte tenu de la nécessité d’y faire figurer les résolutions et décisions adoptées ou transmises par la Commission à ses sessions, ainsi que des résumés plus brefs des délibérations tenues au titre de chaque point de l’ordre du jour, en insistant en particulier sur les constatations et conclusions en matière de politiques.

Annexe

Projet d'organisation des travaux

1. Dans sa décision 1997/232, le Conseil économique et social a décidé que la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale devrait bénéficier de services complets d'interprétation non seulement pour les séances plénières, mais aussi pour 12 séances au total consacrées à des consultations informelles sur les projets de proposition et à des séances de groupes de travail à composition non limitée, le temps à allouer précisément aux différentes séances devant être déterminé par la Commission dans le cadre du point intitulé "Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux", étant entendu qu'il ne serait pas tenu simultanément plus de deux séances afin d'assurer un niveau de participation maximum des délégations.
2. Le projet d'organisation des travaux est subordonné à l'approbation de la Commission. Dès que le débat concernant un point ou un point subsidiaire de l'ordre du jour sera terminé, la Commission passera au point suivant, si elle en a le temps. Les horaires proposés pour les séances sont de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures. Le Comité plénier doit se réunir du lundi 23 avril dans l'après-midi au vendredi 27 avril 2012 dans la matinée. Un atelier sur la mise en œuvre de la Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation, organisé par le réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, se tiendra dans l'après-midi du lundi 23 avril, sous la présidence d'un membre du Bureau, avant que le Comité plénier ne commence à examiner les projets de résolutions.
3. À la reprise de sa vingtième session, les 12 et 13 décembre 2011, la Commission a pris note de la recommandation du Bureau élargi et a décidé que les consultations informelles se tiendraient le vendredi 20 avril 2012. Les consultations informelles préalables pourraient porter, entre autres, sur un examen préliminaire des projets de résolutions à examiner à la vingtième et unième session de la Commission et présentés avant la session, ainsi que sur les sous-thèmes du débat thématique de la vingt-deuxième session, le thème et les sous-thèmes des sessions suivantes, la durée de la vingt-deuxième session et d'autres questions.
4. Comme il est d'usage, la Commission examinera d'abord les projets de résolutions au sein du Comité plénier avant qu'ils ne soient présentés à la plénière. Les projets de résolutions doivent être déposés au plus tard le vendredi 23 mars 2012 à midi, conformément à la décision 2011/257 du Conseil économique et social. Les États ayant l'intention de présenter des projets de résolutions pour examen à la vingt et unième session de la Commission sont priés de les remettre le plus tôt possible, et en tout état de cause avant la date limite. Pour faciliter les travaux de la Commission, il est recommandé de communiquer les projets de résolutions au Secrétariat sous forme électronique.

Consultations informelles préalables, 20 avril 2012

Date et horaires

Vendredi 20 avril

10 heures-13 heures	Consultations informelles
15 heures-18 heures	Consultations informelles

Vingt et unième session, 23-27 avril 2012

Séance plénière

Comité plénier

Lundi 23 avril

10 heures-11 heures	Ouverture de la session <i>Point 1.</i> Élection du Bureau <i>Point 2.</i> Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation	
11 heures-13 heures	<i>Point 3.</i> Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique a) Travaux du groupe de travail chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime b) Directives sur les questions politiques et budgétaires à l'intention du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale	
15 heures-18 heures	<i>Point 3.</i> Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique (<i>suite</i>)	Atelier sur la mise en œuvre de la Déclaration de Salvador

Mardi 24 avril

10 heures-13 heures	<i>Point 4.</i> Débat thématique sur la violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille a) Séance du matin □ thèmes subsidiaires liés à la prévention du problème i) Victimisation et exploitation des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille, cas dans lesquels elles se produisent et meilleures pratiques pour remédier aux vulnérabilités de ces personnes, compte tenu des besoins spéciaux des femmes et des enfants migrants ii) Amélioration de la collecte et de la communication des données sur la criminalité et la victimisation, afin de mieux comprendre les tendances, les formes, les causes et les conséquences de la violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille	Consultations informelles: examen des projets de résolutions
---------------------	--	--

	<i>Séance plénière</i>	<i>Comité plénier</i>
	<p>iii) Stratégies, mesures, mécanismes et outils de prévention de la criminalité, notamment sensibilisation à la violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille et rôle de la coordination entre les services de détection et de répression, les agences de recrutement, les services d'immigration et les autorités consulaires, les services de santé, les organismes sociaux et la société civile</p>	
15 heures-18 heures	<p><i>Point 4.</i> Débat thématique sur la violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille</p> <p>b) Séance de l'après-midi □ thèmes subsidiaires liés aux réponses envisageables</p> <p>i) Mise en œuvre de stratégies législatives, notamment en matière de droit pénal, et de stratégies opérationnelles, notamment en matière de détection et de répression, visant à prévenir et combattre la xénophobie, le racisme et les autres formes analogues d'intolérance et de violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille, y compris des migrants sans papiers</p> <p>ii) Mesures visant à assister et protéger les migrants, les travailleurs migrants et leur famille, notamment promotion et protection de leurs droits, indépendamment de leur statut migratoire</p> <p>iii) Coopération internationale, extradition et entraide judiciaire, notamment l'assistance juridique dans les affaires concernant des travailleurs migrants</p>	<p>Consultations informelles: examen des projets de résolutions (<i>suite</i>)</p>
Mercredi 25 avril		
10 heures-13 heures	<p><i>Point 5.</i> Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale</p> <p>a) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant</p> <p>b) Ratification et application de la Convention des Nations Unies contre la corruption</p> <p>c) Ratification et application des instruments internationaux visant à prévenir et à combattre le terrorisme</p> <p>d) Autres questions liées à la prévention du crime et à la justice pénale</p>	<p>Consultations informelles: examen des projets de résolutions (<i>suite</i>)</p>

	<i>Séance plénière</i>	<i>Comité plénier</i>
	e) Autres activités à l'appui des travaux de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, en particulier celles du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, des organisations non gouvernementales et d'autres instances	
15 heures-18 heures	<i>Point 5.</i> Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale (<i>suite</i>)	Consultations informelles: examen des projets de résolutions (<i>suite</i>)
Jeudi 26 avril		
10 heures-13 heures	<i>Point 5.</i> Intégration et coordination de l'action de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale (<i>suite</i>)	Consultations informelles: examen des projets de résolutions (<i>suite</i>)
15 heures-18 heures	<i>Point 6.</i> Tendances de la criminalité dans le monde, et nouvelles questions et mesures prises dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale <i>Point 7.</i> Suite donnée au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et préparatifs du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale	Consultations informelles: examen des projets de résolutions (<i>suite</i>)
Vendredi 27 avril		
10 heures-13 heures	<i>Point 8.</i> Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale <i>Point 9.</i> Ordre du jour provisoire de la vingt-deuxième session de la Commission	Consultations informelles: examen des projets de résolutions (<i>suite</i>)
15 heures-18 heures	<i>Point 10.</i> Autres questions <i>Point 11.</i> Adoption du rapport de la Commission sur les travaux de sa vingt et unième session	